

A l'occasion du rassemblement de l'UOIF, des musulmans témoignent des difficultés qu'ils rencontrent.

# L'islam pas en odeur de sainteté

De son jilbeb, ce long voile anhracite qui l'enveloppe de la tête aux pieds, n'émerge que son visage souriant. En ce samedi matin, ça n'est pas encore la cohue au parc des expositions du Bourget, près de Paris, qui accueille (jusqu'à ce lundi midi) la 28<sup>e</sup> édition du rassemblement de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF). La jeune femme quitte une minute le stand d'Ariij, petite entreprise familiale de prêt-à-porter musulman, pour discuter. La semaine, elle est chargée des relations clientèle chez le principal groupe énergétique français. «Je porte un pantalon large et une tunique, j'enlève mon foulard sur le parking, et je mets un petit bandana.» Elle travaille dans un environnement mixte mais ne serre pas la main à ses collègues hommes, ni ne leur fait la bise. La patronne d'Ariij dit son âge, 38 ans, mais pas son prénom ni son nom. Elle est Française, mais se «sent mal» dans ce pays où sa religion lui semble montrée du doigt. Elle n'exclut pas de porter, un jour, le niqab. Pas ici, mais «dans un pays où il y a la charia [loi islamique, ndlr]». «En France, on prend le parti d'être discrètes.»

**Châle.** Hizia, 29 ans, fonctionnaire à la Sorbonne, d'origine algérienne, flanquée de sa mère, feuillette un livre. Elle arbore (pour l'occasion) un châle violet noué à la manière touareg, autour de la tête. Elle aussi se sent «agressée par ce débat sur la laïcité centrée autour des musulmans»: «Nous sommes une famille réservée, nous pratiquons notre religion tout en



Samedi, au Bourget.  
PHOTO JEAN-MICHEL SICOT

respectant les règles de la République. Mon arrière-grand-père a fait la guerre 14-18, mon grand-père 39-45. Je ne vois pas pourquoi je devrais m'intégrer: je suis française, algérienne et musulmane.» Bayan est française, d'origine syrienne. A 21 ans, en troisième année de chirurgie dentaire, elle est présidente de la branche lilloise de l'association des Etudiants musulmans de France. «J'ai commencé à porter le hijab en fac, par envie. On ne m'a rien imposé. Je ne me suis jamais posé la question de savoir si j'étais ou pas intégrée.» La loi du 15 mars 2004 interdisant le port des signes religieux à l'école a été un déclic: «Je pense qu'il faut laisser les gens

s'habiller comme ils veulent. Pour être tranquille, j'ai choisi une profession libérale.» Au Bourget, toute la sociologie musulmane est représentée. Immigrés de la première génération, familles, jeunes. Bien que de nationalité fran-

**«Quand j'ai mis le foulard, il y a trois ans, il y a des regards qui me faisaient pleurer.»**

**Rania 28 ans**

çaise, ces derniers racontent des parcours professionnels compliqués. Hilel, 29 ans, bac pro compta, est chauffeur livreur après deux ans et demi de chômage. Il porte la barbe des musulmans pratiquants, mais «pas depuis longtemps»,

précise Abdellak Eddouk, responsable de l'association gestionnaire des salles de prière de Grigny (Essonne), qui le connaît bien.

En théorie, Mamadou, 27 ans, rencontré sur le stand des Jeunes musulmans de France, groupement proche de l'intellectuel Tariq Ramadan, a tout pour réussir. «Bac + 2 en communica-

tion et trois ans d'expérience comme chef de projet» dans une agence de pub de La Courneuve (Seine-Saint-Denis) dont la vocation est de donner aux jeunes diplômés la première expérience professionnelle qui leur fait dé-

faut. Les juniors sont censés n'y rester que deux ans. «Mais ça fait un an que je cherche du boulot et que je ne trouve pas.» Explication? «Dans la pub, la palette de couleur unique est le blanc.» Pour ces jeunes, l'insertion dans le monde du travail est compliquée. L'obstacle, pour les filles, est le voile. Après un bac secrétariat, Rania, 28 ans, a «galéré» trois ans avant de trouver un job. «A chaque rendez-vous à Pôle Emploi, la conseillère me proposait un boulot. J'appelais, et je demandais si on m'accepterait avec mon foulard. On me répondait "non" et je laissais tomber. Là, je n'ai rien demandé, j'y suis allée.» De prime abord, elle trouve que

le patron de ce bureau d'études médicales a «l'air raciste». «En fait, il est adorable, ouvert, compréhensif.» Elle est française (d'origine algérienne), se considère comme une citoyenne comme une autre, mais estime qu'en tant que musulmane d'origine maghrébine elle «ne sera jamais considérée comme une Française comme les autres». «Quand j'ai mis le foulard, il y a trois ans, il y a des regards qui me faisaient pleurer», dit-elle. Elle aussi envisage dans l'avenir de porter le jilbeb. De tous les jeunes rencontrés, aucun ne votera pour l'UMP. «Je ne me vois pas voter pour Sarkozy ni pour un parti qui divise les Français en les montant les uns contre les autres», prévient Mamadou.

**Plainte.** Mounir Diari, 35 ans, votera «ouvrier». Il est né à Soufflenheim (Bas-Rhin), se dit «alsacien et fier de l'être». Cela ne l'a pas empêché d'être l'objet d'une discrimination qu'il n'a toujours pas digérée, quinze ans après. «Avec des amis, j'ai voulu fêter mon BEP [Équipements techniques et Énergie, ndlr] à Haguenau. On m'a refusé un café en me disant "club privé"» Il a déposé plainte et gagné. A cause d'une histoire familiale «pas grave» dont il ne souhaite pas parler, il a fait un an et demi de prison. Après sa sortie, il a créé l'association J'veux m'en sortir. Il a la rage. Mais aussi «un bon métier»: il travaille comme installateur sanitaire, en France et en Allemagne, comme beaucoup de frontaliers.

**CATHERINE COROLLER**  
et **FATIMA RIZKI**